

Avant la crise COVID-19, Kimberly Underhay était bénévole pour plusieurs organisations, dont un centre de ressources pour les personnes handicapées à St. John's. Elle ne peut pas travailler, mais elle a estimé qu'il était important d'utiliser son temps pour aider sa communauté.

Underhay a des problèmes de santé liés à la survie au traitement du cancer, vit avec l'arthrose et utilise un déambulateur. Mais grâce à l'aide d'un assistant personnel et à la prestation d'invalidité du Régime de pensions du Canada, elle a pu être assez indépendante. Mais la pandémie a commencé à changer cela.

"Les coûts ont augmenté [pour] l'épicerie de base. Je suis surprise par le coût", a-t-elle déclaré à HuffPost Canada. "Financièrement, il y a de nouveaux frais de médicaments qui apparaissent... et pour les faire livrer, il y a des frais pour tout.

Le service de transport accessible qu'elle utilise a été réduit, elle voyage donc moins souvent en raison de l'augmentation du coût des déplacements.

La prestation d'invalidité du RPC n'a pas été augmentée pendant la pandémie. Mais comme elle reçoit cette prestation, Underhay n'est pas admissible à la plupart des programmes d'aide du gouvernement fédéral liés à la pandémie, comme la prestation canadienne d'urgence (PCU) ou l'aide financière aux personnes âgées.

"Je n'ai pas tout à fait cet âge, mais j'ai 53 ans. Ils ne nous regardent pas vraiment beaucoup... Ils pourraient apporter une aide financière comme ils l'ont fait pour les personnes âgées. Pour les personnes bénéficiant de la pension d'invalidité, ils pourraient les inclure également", a déclaré M. Underhay.

Elle n'est pas la seule à se débattre sans aide d'urgence en cas de pandémie. Steve Lanys-Morris et sa femme ont tous deux des handicaps permanents - et beaucoup d'expérience pour naviguer dans un système "frustrant" et inefficace.

En mars, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré qu'aucun Canadien ne devrait souffrir de la pandémie. C'était difficile à entendre, a déclaré M. Lanys-Morris, car le gouvernement reconnaissait que les circonstances étaient indépendantes de la volonté des gens - un statut qui englobe tous les Canadiens handicapés.

"Il a donc dit que le minimum dont les gens ont besoin [pour vivre] est de 2 000 dollars par mois. Le handicap a un coût de la vie plus élevé", a déclaré le jeune homme de 38 ans, ajoutant que la plupart des Canadiens handicapés vivent avec beaucoup moins que cela, lui et sa femme compris.

Un plan spécifique est nécessaire

Les Canadiens handicapés représentent 22 % de la population générale, dont beaucoup ne sont pas admissibles au RPC a déclaré Krista Carr, vice-présidente exécutive de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire, qui travaille au nom des Canadiens atteints de déficience intellectuelle et de leurs familles. Elle a suggéré qu'au moins 22 % du fonds fédéral de 350 millions de dollars destiné aux groupes qui soutiennent les populations vulnérables devrait également aller aux organisations de personnes handicapées.

"Il n'y a pas eu d'annonce financière ciblée pour les personnes handicapées de la même manière que pour les autres et je pense que c'est ce dont nous avons besoin en ce moment", a-t-elle déclaré à HuffPost.

Les mesures de relance actuelles, comme l'augmentation des allocations familiales, ne sont pas suffisantes pour compenser l'augmentation du coût de la vie à laquelle sont confrontées les personnes handicapées, a déclaré Mme Carr. Elle a ajouté que le gouvernement fédéral doit également travailler en harmonie avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour obtenir des compléments de revenus supplémentaires.

"Nous comprenons que le gouvernement fédéral ne peut pas tout faire. Il ne peut pas tout faire. Mais il peut prendre l'initiative avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour... essayer de garantir que les prestations financières que le gouvernement fédéral pourrait annoncer ne soient pas récupérées par les provinces et les territoires si les personnes reçoivent une aide au revenu provinciale".

Patrick Curran, le directeur général national de Vie autonome Canada, qui soutient les droits inclusifs et les services accessibles aux Canadiens handicapés, a déclaré que la crise du coronavirus a révélé la capacité du gouvernement à résoudre des problèmes de longue date.

"S'il y a une chose que cette pandémie a révélée, c'est que lorsqu'il faut trouver l'argent nécessaire pour aider les Canadiens à faire face à un problème très grave, l'argent est en baisse. Pour moi, il est évident que plus d'argent aurait dû être dépensé dans le passé pour les personnes handicapées", a déclaré M. Curran.

Marielle Hossack, porte-parole de Carla Qualtrough, ministre de l'intégration des personnes handicapées, a déclaré que de nombreux programmes existants du gouvernement, tels que le PCU et le crédit pour TPS, couvrent un grand nombre de Canadiens handicapés.

"Par exemple, 70 % des Canadiens éligibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées recevront la prestation améliorée de la TPS/TVH, qui double effectivement le montant maximum disponible pour les bénéficiaires pour l'année fiscale 2019-20, en raison de leurs niveaux de revenus", a déclaré M. Hossack dans une déclaration à HuffPost.

« Ils semblent toujours être les derniers à attirer l'attention et pour une population aussi nombreuse, je me demande toujours pourquoi. »

Krista Carr, Association canadienne pour l'intégration communautaire
Le gouvernement a créé le groupe consultatif COVID-19 sur le handicap pour rester en contact avec les experts en matière d'intégration des personnes handicapées et de leur situation pendant la crise, a-t-elle déclaré, et la ministre rencontre régulièrement le groupe.

"Nous avons fait de grands progrès dans l'élimination des obstacles pour les Canadiens handicapés au cours des dernières années", a déclaré M. Hossack. "Notre gouvernement sait qu'il y a encore du travail à faire et nous continuerons à œuvrer pour une meilleure intégration des personnes handicapées dans tout ce que nous faisons".

Mais M. Carr estime que la communauté n'a pas été très bien entendue pendant la pandémie.

"Ils semblent toujours être les derniers à attirer l'attention et pour une population aussi nombreuse, je me demande toujours, pourquoi ? Les personnes handicapées sont nos travailleurs. Ce sont nos amis. Ce sont nos voisins".

L'imagerie autour des personnes les plus sensibles au virus a été trompeuse, ajoute M. Curran, car elle est centrée sur les personnes âgées qui vivent dans des établissements de soins de longue durée, alors qu'en réalité ces personnes font également partie de la communauté des handicapés.

"Plus vous êtes âgé, plus vous êtes susceptible d'avoir un handicap... Ils se trompent, car il s'agit de personnes handicapées, et non de personnes vulnérables ou âgées. Ce sont les personnes handicapées qui sont les plus vulnérables à la COVID-19".

Expose un système défaillant

La pandémie n'a fait qu'exposer davantage la nécessité pour le Canada de s'attaquer au sous-financement chronique des services aux personnes handicapées, a déclaré William Cowie, économiste et fondateur de la coalition Every Canadian Counts, qui plaide en faveur d'un programme à l'australienne.

"Si nous avons quelque chose comme ce que les Australiens avaient sous la forme d'un système de soutien de type Medicare pour les personnes handicapées, cela signifierait que les revenus supplémentaires qu'ils obtiendraient ne devraient pas être dépensés pour des services de soutien, car le programme d'assurance leur fournirait ces services. C'est donc une condition préalable à un programme de revenu qui les aiderait à sortir de la pauvreté", a déclaré M. Cowie.

Un tel système comprendrait un élément de gestion des risques comme une pandémie, a-t-il ajouté.

"Mais pour l'instant, nous n'avons pas du tout d'approche systématique. Et, par conséquent, nous sommes à sec".

Jonathan Marchand, 43 ans, militant en faveur des personnes handicapées, se bat depuis des années pour un changement systémique. Il vit dans un foyer de soins de longue durée à Sainte-Anne-de-Beaupré, en banlieue de Québec. Il est d'accord avec M. Cowie pour dire qu'un programme d'assurance fédéral permettrait d'alléger beaucoup de problèmes.

"Quand on parle du manque de soutien aux aidants, quand on parle de la pression sur notre système de santé, quand on parle de la condition, des conditions de vie dans les établissements de soins de longue durée, ce sont tous des problèmes qui sont liés au manque de soutien des personnes handicapées. Cela résoudrait beaucoup de problèmes, non seulement avec les personnes handicapées, mais cela rendrait la société canadienne beaucoup plus saine sur le plan social et physique également", a déclaré M. Marchand, qui est atteint de dystrophie musculaire.

Selon M. Curran, le gouvernement libéral a montré plus d'intérêt que les gouvernements précédents à soutenir les Canadiens handicapés, mais il manque encore beaucoup de choses.

"Il y a beaucoup d'améliorations qui doivent encore être apportées. Mais je pense que COVID-19 a contribué à rendre l'objectif un peu plus aigu", a-t-il déclaré. "Je pense que le gouvernement se rend compte que les gens ont de plus grands besoins pour être sur un pied d'égalité avec tout le monde".

CORRECTION : Une version antérieure de cette histoire épelait le nom de famille de Krista Carr comme "Car". Cette version a été mise à jour pour refléter l'orthographe correcte.